

Qui sommes-nous ?

● Le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière (COI) a été constitué lors de la Conférence mondiale de Mumbai (Inde) les 19, 20 et 21 novembre 2016 rassemblant des délégués de 28 pays.

● Le COI a été constitué sur la base du Manifeste de Mumbai contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire, manifeste qui a reçu l'adhésion de militants ouvriers et de responsables d'organisations politiques et syndicales de 46 pays (*)

● Son comité de suivi est composé de militants ouvriers de toutes tendances :

Innocent Assogba (Bénin)
Alan Benjamin (États-Unis)
Colia Clark (États-Unis)
Constantin Cretan (Roumanie)
Berthony Dupont (Haïti)
Ney Ferreira (Brésil)
Daniel Gluckstein (France)
Rubina Jamil (Pakistan)
Apo Leung (Chine)
Gloria Gracida (Mexique)
M.A. Patil (Inde)
Mandlenkosi Phangwa (Azanie)
Klaus Schüller (Allemagne)
Jung Sikhwa (Corée)
John Sweeney (Grande-Bretagne)
Mark Vassilev (Russie)
Nambiath Vasudevan (Inde)

(*) Afghanistan, Azanie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bénin, Biélorussie, Brésil, Burundi, Canada, Chili, Chine, Corée, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Mali, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Portugal, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Zimbabwe.

Pour tout contact : owcmumbai2016@gmail.com ● Nambiath Vasudevan, c/o TUSC, 6 Neelkanth Apartments, Gokuldas Pasta Road, Dadar East, Mumbai 400014 (India)

● Daniel Gluckstein, c/o Tribune des travailleurs, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil (France)

Pour tout soutien financier IBAN : FR76 3006 6106 7700 0202 5300 111 – Compte/Account : SUCCES CONFERENCE MONDIALE MUMBAI

LIBAN

Les protestations ébranlent les institutions communautaires

Les manifestations massives viennent de provoquer la démission du Premier ministre, Saad Hariri – qui disposait de la triple nationalité libanaise, saoudienne et française –, amenant le président à appeler à former un « gouvernement de compétences ».

Depuis maintenant près de trois semaines, les masses libanaises manifestent. Elles revendentiquent un changement radical, le départ « de toute la classe politique » jugée incompetent et inactive, et le départ du gouvernement. Dans un pays où la Constitution est basée sur des droits singuliers dévolus à chaque « communauté », où ces communaués sont représentées dans les institutions selon un savant mélange (aux sunnites le poste de Premier ministre, aux chrétiens la présidence, etc.), la remise en cause de cette construction communautaire est une révolution. « Nous sommes un seul peuple », ont scandé les manifestants à l'adresse des militants du Hezbollah (l'un des partis de la coalition gouvernementale – ndlr) qui cherchaient à en découdre avec eux, après que leur leader a pris position contre le mouvement des masses. La singularité de ce mouvement réside dans le rejet de tous les partis existants. Ils sont désignés comme les responsables du fait qu'aucun changement ne soit intervenu, dans les conditions des couches les plus démunies, depuis vingt-cinq ans. Ces dernières années, il y a eu de nombreux mouvements de protestation. L'explosion actuelle n'est pas étonnante. Ce qui est nouveau, c'est de trouver côté à côté des Libanais de toutes les confessions pour dénoncer particulièrement la corruption. Ils veulent décider pour eux-mêmes. Au Liban, comme dans tous les pays où la question de la souveraineté populaire n'a pas été réglée, se

pose la revendication de l'Assemblée constituante souveraine par laquelle l'unité de la nation peut être résolue.

Les syndicats, particulièrement la Fédération nationale des syndicats des travailleurs et des employés du commerce (FENASOL) et les syndicats étudiants, qui participent activement aux manifestations et aux occupations des rues, peuvent jouer un grand rôle dans le développement du mouvement. La FENASOL a maintenu son mot d'ordre de grève générale malgré la répression et les intimidations. Ils peuvent ouvrir la voie au combat pour l'Assemblée constituante souveraine, qui est, en la circonstance, le mot d'ordre qui correspond à la profonde motivation des Libanais à décider eux-mêmes.

Un observateur du journal *L'Orient/Le Jour* s'est récemment exclamé : « Les manifestants veulent une révolution ! » Le jour même de la publication de l'article, les manifestants lui ont répondu par l'expression populaire arabe « De ta bouche vers dieu ». Dans un pays où derrière l'enveloppe religieuse de ce genre d'expression populaire il peut y avoir un contenu démocratique et social, cela voulait dire : « Oui, c'est bien une révolution. » ■

Correspondance du Liban publiée le 31 octobre 2019 dans *Minbar El Oummel* (Tribune ouvrière, Algérie)

CHILI

« No son 30 pesos, son 30 años »

L'irruption des travailleurs et des jeunes a ouvert une crise révolutionnaire. « Ce ne sont pas 30 pesos (l'augmentation du prix du ticket de métro – ndlr), ce sont 30 ans » que nous rejetons, disent des millions de travailleurs et de jeunes. Trente ans, c'est la période pendant laquelle, après la fin de la dictature de Pinochet, l'ensemble des partis – y compris de « gauche » – ont accepté le maintien des institutions de la dictature, à commencer par la Constitution de 1980. Institutions qui ont permis la mise en œuvre des plans du Fonds monétaire international. Nos correspondants de l'Alliance des travailleurs et des étudiants livrent leurs réflexions.

L'irruption des lycéens

Lorsque le gouvernement du président Piñera annonce l'augmentation du prix du ticket de métro, ce sont les lycéens de Santiago (la capitale) qui montent au créneau. Ils appellent les usagers à ne pas payer. La direction du métro fait appel aux carabiniers pour empêcher la fraude. Les lycéens envahissent alors massivement les stations, débordant les forces de répres-

sion. Le syndicat des travailleurs du métro appelle ses membres à cesser le travail. Une grande partie des usagers suivent les consignes de refuser de payer. Le 17 octobre, le syndicat des travailleurs du métro soutient l'appel des lycéens et exige le retrait des forces de répression. La mobilisation est en train de s'étendre : aucune organisation ne l'a pourtant décidé. Ce sont les lycéens qui ont entraîné la population.

Pour tout contact : owcmumbai2016@gmail.com ● Nambiath Vasudevan, c/o TUSC, 6 Neelkanth Apartments, Gokuldas Pasta Road, Dadar East, Mumbai 400014 (India)

● Daniel Gluckstein, c/o Tribune des travailleurs, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil (France)

Pour tout soutien financier IBAN : FR76 3006 6106 7700 0202 5300 111 – Compte/Account : SUCCES CONFERENCE MONDIALE MUMBAI

L'appel à la grève générale

Le 18 octobre, la mobilisation s'étend. Le gouvernement décrète l'état d'urgence. La répression va faire plus de vingt morts et des centaines de blessés. Le 22 octobre, finalement, plusieurs organisations constituent la coalition Unité sociale et appellent à une grève générale les 22 et 23 octobre. Parmi elles, la CUT (Centrale unique des travailleurs, dirigée conjointement par le Parti communiste et la Démocratie chrétienne), le Collège des professeurs, la Confusam (fédération syndicale autonome de la santé) et la Coordination « NO AFP » (contre le système des fonds de pension hérité de la dictature). L'appel exige la démission du président Piñera, la levée de l'état d'urgence et le retour des militaires dans leurs casernes, ainsi que la convocation immédiate d'une Assemblée nationale constituante. Des centaines de milliers répondent à cet appel tandis que le gouvernement renforce l'état d'urgence. La mobilisation des masses, n'obéissant à aucune consigne, s'amplifie, atteignant jusqu'aux villages les plus reculés du pays.

Souveraineté populaire ou « dialogue » avec Piñera ?

La direction du Parti socialiste propose de faire appel à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, sans même demander la levée de l'état d'urgence. Ceux du Parti communiste et du Frente Amplio (constitué il y a quelques années sur le modèle de Podemos en Espagne – ndlr) sont d'accord sur la nécessité du « dialogue » avec le gouvernement. Tous les groupes parlementaires au Sénat appellent à une « sortie

de crise » à travers un référendum tel que prévu par la Constitution... héritée de Pinochet et que des millions rejettent pourtant !

Les travailleurs entrent en mouvement

Les ouvriers des chantiers navals, malgré la division syndicale, sont parmi les premiers à se mobiliser, imposant l'unité aux organisations dans une marche unie pour rejoindre la capitale. Dans les mines de cuivre – secteur clé de l'économie –, alors que les syndicats appellent à rejoindre la mobilisation, le président de la fédération, aux côtés du gouvernement, lance un appel inverse. Les syndicats exigent la démission collective de toute la direction. Le Collège des professeurs, organisation syndicale enseignante est, lui, déjà engagé dans un conflit pour la défense de l'école publique, ce qui lui attire une sympathie réelle de larges couches de la population.

Les assemblées populaires

Des assemblées populaires se constituent à l'échelle des quartiers. Les militants de l'Alliance des travailleurs et des étudiants y participent dans leurs quartiers ; il y a également des assemblées dans certaines entreprises. Elles rassemblent des couches très larges de la population, avec parfois un aspect un peu chaotique car tout le monde veut parler. Les revendications s'y expriment : en finir avec la Constitution, Assemblée constituante, départ du gouvernement, etc. Pour notre part, nous affirmons qu'avec le gouvernement actuel aucune revendication sociale ou démocratique

ne pourra être satisfaite. C'est ainsi que nous posons la question de l'organisation de ces assemblées et de leur coordination au niveau local, régional et national.

« Grève générale ! Assemblée constituante souveraine, maintenant ! »

Ces dernières 48 heures, ni les dirigeants de la coalition Unité sociale ni ceux du PC et de Frente amplio ne demandent plus le départ de Piñera. Dans un tract diffusé le 4 novembre, l'Alliance des travailleurs et des étudiants conclut : « *Nos revendications ne pourront être satisfaites au bénéfice de la majorité qu'à la condition que s'établisse un autre type de gouvernement, du peuple et pour le peuple, représenté par une ASSEMBLÉE CONSTITUANTE SOUVERAINE (...) La jeunesse a eu l'honneur d'engager la lutte au compte de tous, montrant son courage et sa conscience. L'heure est venue que les travailleurs entrent en scène, avec toute la puissance que leur donne leur capacité à bloquer les moyens de production et les services. Depuis les mines jusqu'au moindre port, tout doit être paralysé. La coalition Unité sociale doit convoquer la GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE jusqu'à ce que soit établie la souveraineté populaire. Ce ne sont pas les rentiers, les groupes économiques, les spéculateurs, les voleurs et parasites qui vivent de notre travail qui créent les richesses : CE SONT LES TRAVAILLEURS ! Unité d'action ! Assemblée constituante souveraine maintenant !* »

Santiago du Chili, 4 novembre, 20 heures



25 octobre : un million de manifestants. Sur les banderoles : « Grève générale ! », « Assemblée constituante libre et souveraine ! »